

POUR DIFFUSION IMMEDIATE  
LE 26 AVRIL 1972

---

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



ENTREVUE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
L'HONORABLE MITCHELL SHARP, AVEC  
M. BERNARD KALB, DU CBS NEWS,  
LE 13 AVRIL 1972

---

Reporter: Monsieur le Ministre, qu'attendez-vous de la visite du Président au Canada?

M. Sharp: Je crois que l'objectif principal de la visite est de montrer combien les relations canado-américaines sont importantes. Ou, si vous préférez, on soulignerait le fait que le Président ne soit pas venu au Canada. Sa visite indique qu'il considère le Canada comme l'un des alliés importants des États-Unis.

Reporter: Le Secrétaire d'Etat au Trésor, M. John Connally, ne fait pas partie de la suite du Président, et je remarque que le ministre du Commerce du Canada ne participera pas non plus aux entretiens, ce qui signifie que l'on ne discutera pas de la question la plus délicate à l'heure actuelle, c'est-à-dire des garanties relatives au pacte de l'automobile.

M. Sharp: Mais lorsque le Premier ministre s'est rendu à Washington j'étais le seul à l'accompagner, il était entendu que mes collègues ne faisaient pas partie du voyage. Les réunions de cette sorte, aux plus hauts échelons, ne sont pas consacrées à des négociations. Elles peuvent parfois servir à parachever des négociations, mais elles ne s'attaquent jamais aux négociations même. Il s'agit d'une rencontre entre chefs d'état, entre dirigeants du pays, réunis pour échanger leur vues sur l'état des relations entre les deux pays. Nous discuterons sans doute de questions commerciales, j'en parlerai à M. Rogers et le Premier ministre en discutera avec le Président Nixon, mais, je le répète, il ne s'agit pas d'une réunion consacrée à des négociations. Ce n'est pas le but de la visite. Nous accueillons le Président, qui viendra échanger ses vues avec nous sur l'état de nos relations et sur nos intérêts respectifs dans le monde.

Reporter: Croyez-vous que le voyage du Président et l'allure de rencontre au sommet de la visite soient nécessaires à ce moment?

M. Sharp: Oui, je crois qu'ils le sont. Je crois, et je l'ai dit dès le début de cet entretien, que l'on soulignerait le fait que le Président se rende en Chine, puis à Moscou et en Europe, et omette le Canada.

Reporter: Est-il possible que le Président se rende au Canada parce que nous vivons actuellement la période où, selon plusieurs, les relations entre le Canada et les États-Unis sont au pire depuis environ dix ans?

M. Sharp: Eh bien, disons que je mets cette interprétation en doute. J'ai probablement plus négocié avec les Américains et le gouvernement des États-Unis pour le compte du Canada que quiconque dans les deux pays, et je ne décèle pas de

tension dans les relations entre le Canada et les Etats-Unis. Mais je décèle toutefois des modifications dans la nature de nos relations, issues de politiques nouvelles aux Etats-Unis comme au Canada. Ainsi, les Etats-Unis ont maintenant une nouvelle politique étrangère, la doctrine Nixon, qui influence les relations de votre pays avec le Canada comme avec d'autres pays. Notre point de vue est à la fois différent de la doctrine Nixon mais il y est parallèle.

Reporter: Vous refusez le terme "difficiles" pour qualifier les relations canado-américaines, vous préférez employer le terme "changeantes"...

M. Sharp: Oui, changeantes.....

Reporter: Comment expliquez-vous alors la remarque du Premier ministre Trudeau à l'endroit du Secrétaire d'Etat au Trésor, M. Connally: "Avec un ami comme M. Connally, on peut se passer d'ennemis!"

M. Sharp: C'est là un aparté... Si vous aviez été témoin de l'autre partie des discussions, comme je l'ai été...

Reporter: Quelle a été cette autre partie?

M. Sharp: Eh bien, l'autre partie avait trait à M. Connally et à certaines observations qu'il avait faites sur le Canada, et le Premier ministre a répondu jovialement en employant un vieux cliché, mais...

Reporter: Quelle était cette observation? Pouvez-vous nous en faire part?

M. Sharp: Eh bien, il s'agissait d'une question adressée à M. Trudeau au sujet des critiques de M. Connally sur la politique canadienne; M. Trudeau a voulu répondre dans la même veine, mais rien qui soit volontairement sérieux.

Reporter: Je vous prie de m'excuser, mais je ne suis pas de votre avis. En me basant sur ce que j'ai entendu ces derniers jours au Canada, votre opinion ne me semble pas généralement partagée. J'ai entendu dire qu'il y avait des frictions dans les relations canado-américaines, que celles-ci étaient difficiles, boiteuses, et même qu'elles traversaient la pire crise que l'on ait connue, comme l'écrit un journal canadien. Vous n'acceptez que le terme "changeantes". On m'a pourtant tenu des propos beaucoup plus négatifs.

M. Sharp: Oui, en effet, je refuse les autres termes. Si vous

étudiez la situation dans le monde - et peut-être suis-je mieux placé pour cela en ma qualité de ministre des Affaires étrangères du Canada - vous vous rendrez compte que les relations entre le Canada et les Etats-Unis sont certes les meilleures que l'on puisse observer entre deux pays, et les plus étroites.

Reporter: Comment expliquez-vous alors ce que j'ai entendu sur l'irritation, le mécontentement, la crainte de l'absorption économique et ainsi de suite?

M. Sharp: Eh bien, tout cela résulte des relations changeantes entre les deux pays. De part et d'autre de la frontière, on observe que l'esprit est différent. Vous savez que la doctrine Nixon est basée sur l'idée que les Etats-Unis devraient limiter leurs engagements à la capacité qu'ils ont de les tenir. Nous avons fait de même, d'une certaine manière. Nous avons affirmé que "notre politique canadienne devait être orientée vers la réalisation d'objectifs canadiens", de la même manière que la politique américaine doit servir à la réalisation d'objectifs proprement américains. Il est intéressant de constater que nous avons tous deux parcouru des voies parallèles. De sorte que lorsque l'on me parle de relations détériorées, je pense à la politique étrangère. On a beaucoup critiqué, aux Etats-Unis comme au Canada, la décision canadienne de nouer des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. Cette attitude n'a pas eu cours très longtemps. Peu de temps après, le Président Nixon a dit "Je me rends à Pékin". Au Canada même, nous avons dû essuyer des critiques au sujet de l'échange de visites entre le Premier ministre, M. Trudeau, et M. Kossyguine. On disait que, de cette façon, nous dérogeons à notre politique d'amitié avec les Etats-Unis. Mais M. Nixon a également dit "Je me rends aussi à Moscou". Je crois donc que chaque pays a fait une nouvelle évaluation de son rôle propre dans le monde.

Reporter: Vous semblez faire porter la question des critiques américaines sur la politique étrangère canadienne et je vous parle, non d'une vague de fond, bien sûr, mais d'un sentiment croissant de suspicion, d'inquiétude au sujet des Etats-Unis.... au Canada.

M. Sharp: Les Canadiens ne sont pas des anti-Américains. Ce qui se produit au Canada, c'est je crois, la reconnaissance de notre rôle unique dans le monde. Je crois que l'on a trop insisté, dans le passé, sur notre rôle de courtier honnête, de collaborateur secourable. Nous envisageons maintenant un Canada édifié dans l'intérêt des Canadiens et nos relations avec les Etats-Unis comme celles que nous entretenons avec d'autres pays. Dans le cas des Etats-

Unis, cela repose sur un postulat... deux postulats en réalité. Le premier, que les États-Unis sont nos amis et nos alliés les plus proches, et le second, qu'il nous faut aborder de front le problème du voisinage: comment peut-on se distinguer d'une puissance si vaste et englobante? Voilà l'objet de nos réflexions, et c'est le second postulat, touchant la possibilité de demeurer distincts d'une puissance aussi grande.

Reporter: Est-ce possible?

M. Sharp: Nous le croyons. Et c'est dans cet effort pour demeurer soi-mêmes tout en restant amis...

Reporter: N'y a-t-il pas pourtant des contradictions ingérentes à cette théorie? Par exemple, on observe un malaise certain touchant l'ampleur des investissements américains au Canada. Une crainte que les Américains aient de la sorte trop de contrôle sur l'économie canadienne. Or il me semble que vous êtes également préoccupé par le niveau des investissements américains au Canada qui rendraient possible la réalisation de certains programmes économiques de développement. N'êtes-vous pas aux prises avec une grande contradiction?

M. Sharp: Non, nous professons un point de vue ambivalent à ce sujet.

Reporter: Mais quelle est la différence, en définitive, que ce soit de l'ambivalence ou de la contradiction? Tout cela ne semble très cyclique.

M. Sharp: Oui. Nous avons toujours reconnu deux aspects aux investissements étrangers. Nous avons énormément profité de l'accès aux capitaux étrangers, à la technologie étrangère et aux initiatives étrangères, tout spécialement ceux de nos amis et alliés les plus proches, les États-Unis. En même temps, les Canadiens préféreraient posséder le capital, l'expérience et l'initiative dans leur pays.

Reporter: Monsieur le Ministre, le Canada n'est-il pas aux prises avec une sorte de contradiction dans ses relations avec les États-Unis? On est témoin de plaintes et même d'un certain ressentiment touchant l'ampleur des investissements américains, de l'investissement économique américain au Canada en raison du contrôle que les Américains exercent inévitablement. Mais les Canadiens souhaitent pourtant que les investisseurs américains ne négligent pas le Canada, afin que ce dernier puisse mettre en oeuvre ses plans de développement et de progrès. N'êtes-vous pas aux prises avec cette contradiction?

- K. Sharp: Je crois plutôt que nous adoptons une attitude ambivalente à cet égard.
- Reporter: Vous me répondez diplomatiquement...
- M. Sharp: Non, non, je crois que c'est vrai. Nous considérons que ce sont deux aspects complémentaires d'une même chose, et nous savons pertinemment que nous avons bénéficié de cette situation. Mais l'industrie de notre pays est beaucoup plus forte et nous sommes maintenant plus indépendants car nous avons eu accès au capital, à la technologie et à l'initiative étrangers dans des domaines où nous ne possédons aucune expérience. Nous en sommes maintenant arrivés au point où nous savons que nous voulons avoir un comportement plus sélectif dans les domaines où nous possédons plus de moyens de financement, de personnel spécialisé et de techniques perfectionnées. La situation est donc un peu ambivalente. Nous nous rendons compte que nous dépendons encore dans une certaine mesure de l'apport étranger, mais nous tentons de freiner l'expansion de cette dépendance. C'est l'attitude des Canadiens en général et c'est une attitude que l'on observe de plus en plus fréquemment. Je suis convaincu que c'est parce que nous avons eu accès à ce capital, à cette technologie et à cette expérience que nous avons atteint le degré de puissance que nous possédons aujourd'hui. Nous aurions été un pays faible dans le cas contraire.
- Reporter: Quand les Américains ont la grippe, les Canadiens éternuent, ... du moins c'est ce que l'on prétend au Canada. Croyez-vous pouvoir sortir de cette ornière psychologique?
- M. Sharp: Non, je crois tout simplement que c'est notre destinée et qu'elle est inévitable. Être le voisin des États-Unis consolide notre économie, c'est évident - notre pays est plus fort et ses capacités se sont accrues. Je crois que le problème sous-jacent à l'heure actuelle dans le monde - et je ne parle pas ici que des relations canado-américaines - c'est l'interdépendance croissante des pays. Les Canadiens doivent reconnaître, tout comme les Américains le font, que l'interdépendance de nos deux pays est la plus marquée du monde. Nos échanges commerciaux sont énormes, plus de gens traversent nos frontières, les mouvements de capitaux de l'un et l'autre côté de la frontière sont incessants, de sorte qu'il est inévitable que nous soyons les nations les plus interdépendantes du monde. Nous n'allons pas briser ces liens et nous ne devons pas tenter de le faire.
- Reporter: Mais si l'on met l'accent sur la souveraineté nationale et la dépendance nationale...
- M. Sharp: Interdépendance, non dépendance....

Reporter: Au même titre que l'indépendance?

M. Sharp: Au même titre que l'indépendance.

Reporter: Quelle est votre opinion, Monsieur le Ministre, sur les récents événements du Vietnam et sur la décision du Président d'envoyer des renforts aériens et navals?

M. Sharp: Eh bien, les Canadiens préféreraient que les États-Unis ne soient pas impliqués dans la guerre au Vietnam. J'exprime le sentiment de la très grande majorité du peuple canadien quand je dis que nous déplorons vivement la recrudescence des opérations militaires. Elle semble avoir été provoquée par les Nord-Vietnamiens, mais de toutes façons, les opérations ont repris à une grande échelle. Nous partageons le souhait du Président et de M. Rogers, c'est-à-dire que les Américains quittent le Vietnam et laissent aux habitants du pays le soin de régler leurs problèmes. Nous sommes fortement en faveur du retrait américain du Vietnam et nous espérons qu'il pourra se concrétiser avec succès.

Reporter: Lorsque vous dites que vous déplorez la recrudescence des opérations militaires, englobez-vous dans ces considérations les concentrations des forces aériennes et navales américaines?

M. Sharp: Oui.

Reporter: Quel est, selon vous, le problème le plus grave touchant les relations canado-américaines?

M. Sharp: Je ne sais s'il existe de problème unique. Nos relations sont tellement étroites et couvrent une gamme si vaste de domaines qu'il est difficile d'isoler un facteur unique. Nos relations commerciales, nos relations financières et même nos relations en matière de défense sont si étroites que le problème se pose, pour un pays comme le Canada, en ces termes: nous voulons être des Canadiens, et non des Américains. Nous aimons les Américains, mais nous souhaitons nous distinguer d'eux. Le problème est le suivant: comment empêcher les États-Unis de prendre la maîtrise de notre économie et de notre culture? Comment faire?

Reporter: Comment faire?

M. Sharp: Oui, comment faire? Depuis plus de cent ans, c'est là notre problème. On pourrait dire, je suppose, que le Canada est une entité réactive par rapport aux États-Unis. La fédération canadienne a été formée parce que

nous craignons qu'à la fin de la Guerre civile, les Américains se poussent vers le nord. Le Canada a donc été créé, et toutes les étapes qui ont jalonné notre histoire nous ont rappelé l'existence de ces relations. Si je dis que dans une certaine mesure le Canada est une entité réactive par rapport aux États-Unis, je ne veux aucunement laisser croire qu'elle est de nature anti-américaine. Nous désirons plutôt former une entité distincte vivant harmonieusement avec les États-Unis. C'est là le problème, et pour nous, il se pose en termes difficiles.

Reporter: Croyez-vous avoir accompli des progrès en ce domaine, Monsieur le Ministre?

M. Sharp: Oui, j'en suis certain. Je me rappelle ma jeunesse et je me rend compte combien nos institutions ont progressé, combien notre économie est plus développée. Il en va de même pour tous les domaines. Nous sommes à la télévision, eh bien, si vous habitiez le Canada, vous regarderiez presque autant d'émissions américaines que le public américain. Et en dépit de cela, nous tentons d'aider nos arts, nos musiciens, nos publications, nos auteurs, et nous y arrivons, mais c'est une bataille qui n'est jamais gagnée.

Reporter: Monsieur le Ministre, le point de vue du Président Nixon sur le Canada diffère-t-il beaucoup à vos yeux, du point de vue de ses prédécesseurs?

M. Sharp: Non, je ne crois pas, la différence ne me paraît pas grande. A l'instar du Premier ministre, j'ai reconnu l'importance de la déclaration qu'a faite le Président lorsqu'il a rencontré M. Trudeau et affirmé que les États-Unis ne tentaient pas d'imposer un régime économique en particulier au Canada.

Reporter: Oui, mais le Secrétaire d'Etat, M. Connally, a fait certaines observations qui ont vivement irrité les Canadiens.

M. Sharp: Oui, ses observations ne nous paraissaient pas être dans la ligne de pensée du Président, et nous croyons que le Président parle au nom du Gouvernement des États-Unis. Nous reconnaissons toutefois qu'il existe des problèmes inhérents à nos relations qui n'ont rien à voir avec les politiques du Gouvernement des États-Unis. Des problèmes tout simplement issus de notre voisinage, qui, je le répète, ne relèvent pas des politiques entérinées par le Gouvernement américain. Tout simplement, nous sommes les voisins d'une très grande puissance dont le dynamisme est remarquable. Tout est là. Nous espérons jouir de

la bienveillante compréhension des États-Unis, et nous croyons que le Président Nixon fait preuve de cette bienveillante compréhension.

Reporter: Quel est ce bouton que vous portez au revers de votre veston?

M. Sharp: C'est un bouton d'identité aux fins de sécurité pour la durée du séjour du Président et qui me permettra de me déplacer sans me faire interpellé par les agents de sécurité d'un côté ou de l'autre.

Reporter: Prévoyez-vous des problèmes?

M. Sharp: Non. Nous avons pris de grandes précautions.

Reporter: Merci beaucoup, Monsieur le Ministre.